



à Djibouti.
militaire», écrit M. Stirn.

UNION

musclées la fraude visent de la victoire

aux deux tiers de la population. Les candidats RI font confiance aux morts, à ceux qui sont inscrits deux fois, aux faux électeurs.

Fait nouveau, l'ensemble de la presse, l'évêque de la Réunion ont fait écho aux dénonciations de cette fraude par le Parti communiste.

Le préfet n'a rien dit, alors que le code électoral stipule qu'il doit intervenir.

Mais comme en France les prix montent (riz, café, maïs, viande, légumes), comme en France le nombre des chômeurs augmente, atteignant 60.000. Comme en France les campagnes se vident faute de nourrir les petits exploitants : en 1972 on pouvait avec une tonne de canne à sucre acheter 82 kg de riz ; en 1974, seulement 43 kg.

L'industrie sucrière emploie un tiers d'ouvriers en moins qu'en 1968. Le bâtiment a perdu 5.000 ouvriers en cinq ans (sur 13.000). Et tout indique que les réductions de crédits prévues par le plan Barre entraîneront de nouveaux licenciements.

En laissant agir les fraudeurs, la réaction veut bâillonner le mécontentement, conserver les mairies qu'elle détient alors que la victoire des listes d'union est prévisible dans plusieurs grandes communes de l'île.

Tortures au Chili

M. Carter dore la pilule

Par 26 voix contre 1 et 5 abstentions, la commission des droits de l'Homme de l'ONU a condamné les « violations constantes et flagrantes des droits de l'Homme au Chili ». Les Etats-Unis, coauteurs d'une résolution en ce sens, avec Cuba, la Yougoslavie, la Grande-Bretagne, la Suède, l'Autriche, Chypre et le Ruanda, se sont associés à la condamnation de la junte dictatoriale de Santiago. Le représentant de l'Uruguay a voté contre (avec la bénédiction du Département d'Etat et du Pentagone, sans lesquels il ne serait rien). Parmi les abstentionnistes, on compte la Jordanie, l'Equateur, le Costa Rica, le Pérou, Panama. C'est-à-dire non pas des peuples mais des gouvernements placés — à des degrés divers — dans la mouvance de Washington.

A première vue, on pourrait être tenté de discerner une contradiction entre le vote des USA et la réproba-

tion, l'avant-veille, d'une dénonciation — par le délégué américain — des crimes de la junte chilienne et de la responsabilité des autorités US dans le renversement du gouvernement Allende.

Quand le président Carter est-il sincère ? Lorsqu'il désavoue son représentant à Genève, ou bien lorsqu'il l'autorise à émettre un vote hostile à la dictature ? Les sentiments personnels, le subjectivisme ne semblent tenir qu'une place relativement réduite dans le comportement du chef d'Etat américain ; il ne peut — sous peine de voir sa crédibilité fondre comme neige au soleil — accorder aide et protection à Un ou à Quelques « dissidents » soviétiques et, en même temps, tolérer, cautionner ouvertement, le génocide de tout un peuple ; le peuple du Chili mis en croix par les agents de la Maison-Blanche, du Département d'Etat ou du Pentagone.

Otages à Washington

(Suite de la page 1)

Le chef des terroristes, Khalifa Hamaas Abdul Khaalis, cerveau apparent des trois prises d'otages, est âgé de 54 ans.

Ancien batteur dans plusieurs orchestres de jazz à New York, il se convertit à l'Islam en 1960 sous l'influence, a-t-il dit lui-même, d'un Pakistanais, Tasibur Uddein Rahman. Après avoir rejoint les « Musulmans noirs » d'Elijah Muhammad, il a rompu ouvertement avec ce dernier en 1968.

C'est alors qu'il créa la secte américaine des Hanafis, qui se réclament de la branche sunnite de l'Islam.

C'est apparemment Khalifa Hamaas Khaalis qui a converti à l'Islam l'un des plus célèbres joueurs de basket-ball des Etats-Unis, Kareem Abdul Jabbar, connu à l'époque sous son nom de naissance : Lew Alcindor. Jabbar a depuis été l'un des bienfaiteurs de la secte. C'est dans une maison qu'il prêtait aux Hanafis de Washington que 7 membres de la famille de Hamaas Khaalis, femmes et enfants, furent massacrés de manière atroce en 1973.

Le 2 mars dernier, un rapport du

gouvernement sur les désordres et le terrorisme aux Etats-Unis affirmait que l'ordre qui semblait régner dans le pays « est un faux calme et, ajoutait le rapport, nous devons voir dans la situation sociale une accumulation de troubles possibles pour l'avenir ».

Après la rencontre de Madrid

A l'issue de sa réunion du 9 mars, le Bureau politique du PCF a adopté le texte d'un appel pour les élections municipales françaises (voir l'Humanité d'hier). Un communiqué indique en outre :

« Le Bureau Politique a également entendu et approuvé le compte rendu présenté par Georges Marchais de la rencontre de Madrid entre les secrétaires généraux du Parti communiste français, du Parti communiste d'Espagne et du Parti communiste Italien. Il s'est félicité de la tenue et des conclusions de la rencontre, qu'il considère comme un événement important. »